

La constitution

services publics et pour des réductions d'impôts? Parce qu'ils en avaient assez des gouvernements omniprésents. C'est exactement le genre de gouvernement que nous avons au Canada.

Je regrette qu'il me reste si peu de temps. Il y avait beaucoup d'autres sujets que je tenais absolument à aborder.

Des voix: Continuez.

M. Korchinski: Je voudrais parler, entre autres choses, du consensus dont la formule de Vancouver a fait l'objet. Je ne serai pas long. Le gouvernement dit que le Canada va devenir un damier. Sans doute savez-vous, monsieur l'Orateur, où le premier ministre (M. Trudeau) va chercher ses renseignements. En Chine, où il est allé, et en Russie, où il a passé pas mal de temps, tout le monde se comporte comme au régiment. Quand quelqu'un crie «Garde-à-vous!», tout le monde se lève; quand ensuite quelqu'un crie «Demi-tour, droite!», tout le monde fait demi-tour; et quand enfin quelqu'un crie «En-avant, marche!», tout le monde se met en marche. Il voudrait que tout le monde ici obéisse comme au régiment. Il voudrait une société qui tourne au jaune lorsqu'on la branche sur le secteur, qui se mette en marche quand on lui dit de se mettre en marche, et qui se mette au garde-à-vous quand on lui dit de se mettre au garde-à-vous.

● (1540)

La prochaine étape verra les Canadiens porter un uniforme comme en Chine communiste. Je ne me suis jamais rendu en Chine, mais chacun peut voir à la télévision que tous les Chinois portent le même uniforme. Il voudrait une société stéréotypée; qu'importe le fait que le Québec tienne à parler sa propre langue et que la Saskatchewan tienne à un régime d'assurance-maladie qu'elle n'aurait jamais pu avoir s'il avait fallu obtenir l'unanimité. C'est une disposition libérale qui exigeait l'approbation de six provinces avant de pouvoir consentir une subvention à l'assurance-maladie. C'est le gouvernement Diefenbaker qui disait: «Nous consentirons de l'aide même si une seule province en veut». Cela, s'est se rendre aux désirs des provinces. Mais, sans cette attitude le gouvernement libéral ne parviendra pas à s'entendre avec elles.

Je ne veux pas abuser du temps de la Chambre, monsieur l'Orateur, ni de celui de quelque député que ce soit. Je résume. Ce que le premier ministre a fait c'est ceci: il a rejeté la Colombie-Britannique sur la question du gaz, enragé le Manitoba, hypnotisé l'Ontario, attisé le séparatisme au Québec, méprisé Terre-Neuve, laissé pour compte l'Île-du-Prince-Édouard, antagonisé la Nouvelle-Écosse, embobeliné la Saskatchewan, apaisé le Nouveau-Brunswick, méprisé l'Alberta et, par-dessus tout, il est allé si loin qu'un des députés a dû prendre la parole et déclarer que le premier ministre a menti aux Canadiens.

Des voix: Bravo!

L'hon. Gerald Regan (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, lorsque nous établissons quels sont les partisans et quels sont les opposants de cette résolution, nous devons, je pense, classer le député de Mackenzie (M. Korchinski) dans le camp des indécis.

Je suis extrêmement heureux de prendre la parole à cette étape-ci de ce très important débat. En fait, je n'avais pas

l'intention d'ajouter quoi que ce soit aux observations que j'ai faites à l'étape initiale de l'étude de cette résolution. Mon allocution à la Chambre, aujourd'hui, s'explique uniquement par certaines observations que le très honorable chef de l'opposition (M. Clark) a faites au cours du débat, la semaine dernière. Mais avant d'en parler, je veux profiter de l'occasion qui m'est faite de féliciter le très honorable député pour l'appui que son parti lui a réitéré au cours de la fin de semaine. Je considère qu'il avait mérité, par son dur labeur, un meilleur appui, mais, comme je le signalerai au cours de mon allocution, il est difficile d'obtenir l'unanimité, pour toutes sortes de choses et pas seulement à l'égard de la constitution.

En ce qui concerne les observations que le très honorable député a faites la semaine dernière, au cours du débat, je dois dire que ses opinions, ses hypothèses et ses conclusions étaient tellement erronées, tellement peu sérieuses et tellement dangereuses pour notre existence en tant que pays qu'il faut absolument y apporter les corrections qui s'imposent. Je m'intéresse énormément à notre pays et à son avenir. J'ai consacré vingt ans de mon existence au service du public et j'ai été constamment occupé à examiner, considérer et négocier sérieusement des questions ayant trait au bien-être, à l'unité et à la survie du Canada. Mon expérience m'a donné une conviction profonde de la sorte de Canada qui saura le mieux persévérer et servir les intérêts de nos différentes régions et de nos cultures variées.

Cependant, la façon dont je comprends le Canada est tellement différente de celle du très honorable député que je dois participer au débat afin d'exposer ce qui nous sépare. D'après le chef de l'opposition, le but des débats parlementaires est d'attirer l'attention sur d'autres visions de notre pays. Certes, c'est un des buts de nos débats, une justification de notre régime de partis, une manifestation de notre gouvernement parlementaire. Comme il l'a dit, il y a deux visions du Canada. La nôtre est très différente de la sienne. Je serais heureux de demander aux Canadiens de choisir entre les deux, car elles ne sont pas du tout les mêmes. La sienne ressemble à celle de M. Peckford et de M. Lougheed. Il a décrit la relation liant le Canada et les provinces en disant que c'était une communauté de communautés. M. Peckford a également, en d'autres mots, défendu ce principe de décentralisation à outrance du pouvoir. Il est même allé jusqu'à dire que le gouvernement canadien était «l'agent des gouvernements provinciaux».

Une voix: Soyez honnête.

M. Regan: Si les premiers ministres provinciaux estiment que le gouvernement fédéral est l'agent des provinces, le chef de l'opposition a certes démontré qu'il était, lui, leur agent général.

Une voix: Précisément.

M. Regan: Il existe deux visions du Canada. Nous estimons quant à nous que le Canada doit être constitué de gouvernements provinciaux forts et d'un gouvernement central fort également. Nous croyons que le gouvernement doit être un chef de file, qu'il doit répartir équitablement toutes les possibilités et être le porte-parole du Canada sur le plan international.